

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE SECURITE

UN LIBRARY

8 1979



COLLECTION

Distr.
GENERALE
S/13296
4 mai 1979
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

RAPPORT DU COMITE DU CONSEIL DE SECURITE CREE EN APPLICATION
DE LA RESOLUTION 253 (1968) CONCERNANT LA QUESTION DE LA
RHODESIE DU SUD, ETABLI EN APPLICATION DES PARAGRAPHERS 3, 12
ET 8 DES RESOLUTIONS 409 (1977), 411 (1977) ET 445 (1979),
RESPECTIVEMENT, DU CONSEIL DE SECURITE

1. Le 27 mai 1977, le Conseil de sécurité, ayant examiné le deuxième rapport spécial du Comité (S/12296) sur l'élargissement des sanctions contre la Rhodésie du Sud, a adopté la résolution 409 (1977) dont le paragraphe 3 est ainsi conçu :

"Le Conseil de sécurité,

...

Décide de se réunir le 11 novembre 1977 au plus tard pour examiner l'application de nouvelles mesures en vertu de l'Article 41 de la Charte et prie entre-temps le Comité du Conseil de sécurité créé en application de la résolution 253 (1968) concernant la question de la Rhodésie du Sud, en plus de ses autres attributions, d'examiner l'application de nouvelles mesures en vertu de l'Article 41 et de faire rapport au Conseil à ce sujet dès que possible."

2. Le 30 juin 1977, le Conseil de sécurité, après avoir étudié la plainte du Mozambique, a adopté la résolution 411 (1977), dont le paragraphe 12 est ainsi conçu :

"Le Conseil de sécurité,

...

Demande à tous les Etats d'appliquer strictement les résolutions du Conseil de sécurité relatives aux sanctions et invite le Comité du Conseil de sécurité créé en application de la résolution 253 (1968) concernant la question de la Rhodésie du Sud à examiner en tant que question prioritaire de nouvelles mesures efficaces en vue de renforcer la portée des sanctions conformément à l'Article 41 de la Charte des Nations Unies et à présenter d'urgence les recommandations appropriées au Conseil."

3. Le 18 novembre 1977, le Comité a présenté un rapport intérimaire (S/12450) en application des paragraphes 3 et 12 des résolutions 409 (1977) et 411 (1977), respectivement, du Conseil de sécurité. Il avait joint à ce rapport un certain nombre de propositions présentées par diverses délégations, au sujet desquelles, ayant manqué du temps nécessaire pour les examiner en détail, il n'avait pas pu soumettre de recommandations précises au Conseil.

4. Le 8 mars 1979, le Conseil de sécurité, après avoir examiné la question de la situation en Rhodésie du Sud, a adopté la résolution 445 (1979), dont les paragraphes 8 et 9 sont ainsi conçus :

"Le Conseil de sécurité,

8. Prie le Comité du Conseil de sécurité créé en application de la résolution 253 (1968) concernant la question de la Rhodésie du Sud de se réunir immédiatement pour envisager des mesures tendant à renforcer et à élargir les sanctions contre la Rhodésie du Sud et de soumettre ses propositions le 23 mars 1979 au plus tard."

5. Par une lettre datée du 23 mars 1979 adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Comité (S/13191), le Comité a présenté un nouveau rapport intérimaire en application du paragraphe 8 de la résolution 445 (1979) du Conseil de sécurité. Ce rapport contenait une recommandation précise sur la question de l'éventuelle révocation unilatérale des sanctions obligatoires décrétées par le Conseil de sécurité contre le régime illégal de Rhodésie du Sud, à savoir que le Conseil devrait rappeler aux Etats leur obligation de se conformer strictement à ses décisions en vertu de l'Article 25 de la Charte. Il énumérait également une série de domaines étudiés jusque-là pour lesquels le Comité espérait formuler d'autres propositions précises qui seraient présentées au Conseil dans le présent rapport de fond.

6. Le présent rapport représente l'effort global du Comité dans l'application des paragraphes pertinents des trois résolutions 409 (1977), 411 (1977) et 445 (1979) du Conseil de sécurité. Depuis la présentation du dernier rapport intérimaire, le Comité a tenu ___ séances, au cours desquelles il a pu étudier non seulement les propositions et les points généraux indiqués précédemment au Conseil, mais également certaines propositions supplémentaires qu'il avait reçues depuis. Le présent rapport a été adopté à la ___ séance, le _____.

7. Au cours de ses délibérations, le Comité a noté que le système actuel de sanctions contre le régime illégal de Rhodésie du Sud portait sur un large éventail de mesures, qui pourraient ébranler ce régime si elles étaient appliquées à la lettre ou même partiellement par certains des Etats Membres. Le Comité a passé en revue l'étendue des sanctions existantes et a noté que les sanctions en vigueur portaient sur les points suivants : non-reconnaissance du régime illégal /résolution 277 (1970), par. 2; 288 (1970), par. 5; 328 (1973), par. 17; non-reconnaissance, sur le plan officiel, ou sur un autre plan, de tout acte accompli par des représentants et des institutions du régime illégal /résolution 277 (1970), par. 3/; non-reconnaissance de tout règlement interne conclu sous les auspices du régime illégal /résolution 423 (1978), par. 2/; rupture des relations économiques avec la Rhodésie du Sud - mesures visant à empêcher l'importation de marchandises quelconques de Rhodésie du Sud ou d'origine sud-rhodésienne, y compris le minerai de chromé; abrogation de la législation autorisant l'importation de minerais et d'autres produits de Rhodésie du Sud; interdiction d'exporter des marchandises quelconques à destination de la Rhodésie du Sud; mesures interdisant la fourniture de facilités pour le transport de marchandises à destination ou en

provenance de la Rhodésie du Sud; mesures interdisant d'effectuer ou de faciliter toute transaction ou tout commerce de nature à permettre à la Rhodésie du Sud d'obtenir d'un pays quelconque ou d'y envoyer des marchandises ou services quelconques; mesures interdisant l'octroi d'une aide économique ou financière au régime illégal; mesures demandant aux Etats d'adopter des mesures législatives prévoyant l'imposition de peines sévères aux personnes physiques ou morales qui tournent ou violent les sanctions, et également d'adopter des mesures législatives interdisant aux compagnies d'assurance d'assurer les vols à destination ou en provenance de la Rhodésie du Sud, ainsi que les passagers et le fret aérien ou maritime transportés à cette occasion [résolutions 232 (1966), par. 2 et 5; 253 (1968), par. 3 et 4; 277 (1970), par. 3; 314 (1972), par. 3 et 4; 333 (1973), par. 3, 4, 6 et 7]; interruption du service de tout moyen de transport existant à destination ou en provenance de la Rhodésie du Sud [résolutions 253 (1968), par. 6; 277 (1970), par. 9 b)]; rupture de toutes les relations diplomatiques, consulaires, commerciales, militaires et autres entre les Etats Membres et le régime illégal, et cessation de toute représentation que les Etats Membres pourraient maintenir en Rhodésie du Sud [résolutions 253 (1968), par. 10; 277 (1970), par. 9 a)]; mesures tendant à empêcher l'émigration en Rhodésie du Sud [résolution 253 (1968), par. 8]; interdiction de l'entrée sur le territoire des Etats Membres de personnes titulaires d'un passeport de la Rhodésie du Sud ou de personnes résidant ordinairement en Rhodésie du Sud que les Etats Membres avaient des raisons de penser avoir favorisé ou encouragé des actes illicites du régime illégal [résolution 253 (1968), par. 5 a) et b)]; rejet de toute demande du régime illégal visant à acquérir la qualité de membre de toute organisation internationale et régionale, et suspension de cette qualité [résolution 277 (1970), par. 12 et 13]; mesures voulues prises par les Etats Membres pour que leurs ressortissants et les personnes se trouvant sur leur territoire n'assurent pas : a) les marchandises ou produits qui auront été exportés de Rhodésie du Sud après la date de la présente résolution en violation de la résolution 253 (1968) du Conseil de sécurité, lorsqu'ils savent ou ont de bonnes raisons de croire qu'ils ont été exportés dans ces conditions; b) les marchandises ou produits dont ils savent ou ont de bonnes raisons de croire qu'ils sont destinés à être importés en Rhodésie du Sud, ou que telle est l'intention, après la date de la présente résolution et en violation de la résolution 253 (1968); c) les marchandises, produits ou autres biens détenus en Rhodésie du Sud par toute entreprise commerciale, industrielle ou de services publics établie en Rhodésie du Sud, en violation de la résolution 253 (1968); [résolution 388 (1976), par. 1]; mesures prises par les Etats Membres pour empêcher leurs ressortissants et les personnes se trouvant sur leur territoire de concéder à toute entreprise commerciale, industrielle ou de services publics établie en Rhodésie du Sud le droit d'utiliser un nom commercial ou de conclure un accord de franchisage portant sur l'usage d'un nom commercial, d'une marque de fabrique, de commerce ou de services ou d'un dessin ou modèle déposé en liaison avec la vente ou la distribution de produits, marchandises ou services de cette entreprise [résolution 388 (1976), par. 2]; enfin, interdiction par les Etats Membres concernant l'emploi ou le transfert de fonds sur leur territoire par le régime illégal de Rhodésie du Sud, y compris par tout bureau ou agent de celui-ci, ou par d'autres personnes ou organismes en Rhodésie du Sud, pour les fins de tout bureau ou de toute agence du régime illégal établis sur leur territoire, sauf si ce bureau ou cette agence a pour fin exclusive le service de pensions [résolution 409 (1977), par. 1].

8. Trois délégations ont dit qu'à leur avis les sanctions énumérées au paragraphe 7 ci-dessus n'étaient pas toutes obligatoires. Deux délégations ont estimé que le Comité n'était pas habilité à se prononcer sur la question de savoir quelles sanctions établies par le Conseil de sécurité étaient ou non obligatoires. Tous les autres membres du Comité ont estimé que toutes ces sanctions étaient obligatoires.

9. Etant donné que les sanctions existantes contre le régime illégal n'ont pas eu l'effet souhaité, le Comité estime qu'il faut un nouvel ensemble de mesures et de nouveaux appels de la part du Conseil de sécurité destinés à assurer une application plus efficace des sanctions en vigueur en supprimant les échappatoires existantes et en élargissant la portée actuelle des sanctions au titre du Chapitre VII de la Charte. A cette fin, le Comité présente ci-après un certain nombre de recommandations générales, recommandations concrètes qui ont fait l'objet d'un consensus, ainsi que plusieurs recommandations qui expriment l'opinion très ferme de la majorité des membres mais au sujet desquelles le Comité n'a pas pu parvenir à un consensus.

10. Le Comité a pris note du paragraphe 6 de la résolution 445 (1979) ainsi que de la résolution 448 (1979) du Conseil de sécurité, dans lesquelles celui-ci déclare que toutes élections tenues sous les auspices du régime raciste illégal et leurs résultats seront nuls et non avenue et que l'Organisation des Nations Unies non plus qu'aucun Etat Membre ne reconnaîtra des représentations ou organes quelconques mis en place par ce processus. De même, la majorité des membres du Comité continuent à penser que toute forme de reconnaissance du processus d'élections tenues sous les auspices du régime illégal et des résultats de ces élections nuirait gravement à la mise en oeuvre efficace de sanctions contre le régime illégal, et que cette question s'inscrit dans le cadre du mandat du Comité.

Recommandations générales

11. Compte tenu du fait que, si le régime illégal de la Rhodésie du Sud a pu résister au plein effet des sanctions, c'est que certains Etats n'ont pas appliqué ces sanctions scrupuleusement, ou ne les ont pas appliquées du tout, que ce soit de propos délibéré, par négligence ou involontairement, le Comité souhaite faire encore les recommandations générales ci-après : le Conseil de sécurité devrait :

- i) Exiger des Etats qui n'assurent pas le respect des sanctions contre la Rhodésie du Sud de présenter au Conseil de sécurité des renseignements sur les mesures législatives, administratives et autres qu'ils ont prises pour empêcher les violations des sanctions existantes;
- ii) Décider que tous les Etats qui ne l'ont pas fait jusqu'à présent doivent prendre des mesures efficaces pour assurer l'observation stricte des sanctions imposées par le Conseil de sécurité par tous les associations, sociétés et particuliers placés sous leur juridiction.

12. Un accord n'a pu être réalisé quant à l'inclusion d'une autre recommandation générale tendant à ce que le Conseil de sécurité décide que tous les Etats qui jusqu'à présent ne l'ont pas encore fait doivent cesser toute action qui pourrait conférer un semblant de légitimité au régime illégal, notamment en interdisant les opérations et activités des sociétés du régime de Rhodésie du Sud et toute autre activité allant à l'encontre des buts recherchés par les sanctions.

Recommandations concrètes

Application des sanctions contre la Rhodésie du Sud dans toute la mesure prévue à l'Article 41 de la Charte

13. Certaines délégations ont estimé nécessaire de recommander au Conseil de sécurité de prendre contre le régime raciste illégal toutes les mesures prévues à l'Article 41 de la Charte des Nations Unies, y compris les sanctions qui empêcheraient tous les Etats d'engager des transactions quelles qu'elles soient avec la Rhodésie du Sud, ainsi que d'entretenir avec elle des communications ferroviaires, maritimes, aériennes, postales, télégraphiques, radiophoniques et autres, de même que toutes relations culturelles et autres. Toutefois, un accord n'a pas été réalisé au sein du Comité quant à la présentation d'une recommandation concrète au sujet de cette question.

Compagnies aériennes continuant à assurer des liaisons aériennes directes ou indirectes avec la Rhodésie du Sud

14. Un consensus n'a pas pu être réalisé quant à la présentation de recommandations concrètes au sujet de cette question, mais la majorité des membres du Comité ont appuyé une recommandation tendant à ce que le Conseil de sécurité demande à tous les Etats de prendre des mesures appropriées :

- i) Pour refuser les droits d'atterrissage et les facilités de survol aux aéronefs de toute compagnie aérienne opérant à destination ou en provenance de Rhodésie du Sud, ou au nom du régime illégal de la Rhodésie du Sud;
- ii) Pour recommander à toutes les compagnies aériennes constituées sur leur territoire qui sont membres de l'Association du transport aérien international (IATA) d'expulser de cette organisation toutes les compagnies aériennes membres qui continuent d'avoir des accords intercompagnies avec des compagnies aériennes enregistrées en Rhodésie du Sud.

Bureau d'information ou autres représentations du régime illégal à l'étranger

15. Le Comité note avec consternation que, malgré les dispositions de l'alinéa b) du paragraphe 9 de la résolution 277 (1979) et du paragraphe 1 de la résolution 409 (1977) du Conseil de sécurité, des représentations du régime illégal de Rhodésie du Sud continuent à fonctionner sur le territoire de certains Etats Membres. Par conséquent, le Comité recommande que le Conseil de sécurité :

- i) Réaffirme, par principe, que si un Etat Membre autorise des bureaux d'information ou d'autres représentations du régime illégal de Rhodésie du Sud à fonctionner sur son territoire, il y a infraction aux sanctions obligatoires décrétées par le Conseil contre ce régime;

- ii) Demande à tous les Etats d'interdire l'établissement sur leur territoire de bureaux d'information ou d'autres représentations du régime illégal, ou de faire fermer immédiatement tout bureau de ce type qui fonctionnerait encore sur leur territoire, sauf les bureaux ou agences du régime illégal établis à l'étranger qui ont pour fins exclusives le service de pensions, comme le permettent les dispositions du paragraphe 1 de la résolution 409 (1977) du Conseil.

Mercenaires à la solde des forces armées du régime illégal

16. Le Comité a rappelé que la question générale des mercenaires avait déjà été traitée par le Conseil de sécurité dans ses résolutions 239 (1967) 1/et 405 (1977) 1/, qui fournissaient une base appropriée pour une recommandation concrète concernant la question des mercenaires qui sont à la solde des forces armées du régime illégal ou qui pourraient le devenir. Le Comité a rappelé également la définition du terme "mercenaire" énoncée dans l'article 47 du Protocole I aux Conventions de Genève de 1949 1/. La majorité des membres du Comité ont en outre pris note de la définition du terme "mercenaire" adoptée par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine à Libreville (Gabon) en 1977 et citée dans la Déclaration de Cotonou adoptée à l'issue de la Conférence internationale sur les mercenaires tenue à Cotonou (Bénin) du 9 au 16 janvier 1978 1/.

17. En conséquence, le Comité recommande que le Conseil de sécurité demande à tous les Etats d'adopter les mesures juridiques et administratives nécessaires pour faire en sorte qu'aucun particulier ou groupe de particuliers n'opère sur leur territoire aux fins de recruter, d'armer ou d'envoyer des mercenaires pour qu'ils combattent aux côtés ou à la place des forces du régime illégal de la Rhodésie du Sud, ou aux fins d'entraîner des personnes pour qu'elles puissent accepter un emploi en tant que mercenaires à la solde du régime illégal. Ces mesures devraient comprendre l'interdiction de placer des annonces à ces fins dans les moyens d'information et autres médias opérant à partir de leur territoire. Les Etats devraient également prendre les mesures qu'ils estiment appropriées contre les personnes relevant de leur juridiction, ainsi recrutées, dont on pourrait prouver par la suite qu'elles ont servi comme mercenaires dans les forces armées du régime illégal.

Extension de sanctions à l'Afrique du Sud 2/

18. Le Comité a noté que le soutien actif que l'Afrique du Sud continue d'apporter à la Rhodésie du Sud constitue encore le principal obstacle à l'application effective des sanctions contre le régime illégal. L'Afrique du Sud assure la survie même de la Rhodésie du Sud par les activités menées sur son territoire à partir du territoire de la Rhodésie du Sud ou de pays tiers. L'Afrique du Sud persiste aussi à refuser de coopérer avec l'Organisation des Nations Unies à l'observation et à l'application des sanctions contre la

1/ Les passages pertinents des résolutions, du Protocole I aux Conventions de Genève et de la Déclaration de Cotonou sont reproduits dans l'annexe du présent rapport.

2/ Certaines délégations ont fait une réserve, estimant que cette question ne relevait pas de la compétence du Comité.

Rhodésie du Sud. De surcroît, le Conseil de sécurité a, à plusieurs occasions, condamné ce gouvernement pour ces politiques et les autres mesures négatives ^{3/} et a exprimé sa profonde préoccupation et sa conviction que les sanctions ne peuvent réussir à moins, notamment, que des mesures ne soient prises contre les Etats qui les violent ^{4/}.

19. En conséquence, le Comité recommande vivement que le Conseil de sécurité envisage des mesures contre l'Afrique du Sud en vue de renforcer les sanctions contre la Rhodésie du Sud.

20. La majorité des membres du Comité ont appuyé une autre recommandation tendant à ce que le Conseil de sécurité applique contre l'Afrique du Sud toutes les sanctions prévues au Chapitre VII de la Charte, y compris un embargo obligatoire sur la fourniture de pétrole et de produits pétroliers. Toutefois, il n'a pas été possible de parvenir à un consensus sur cette recommandation.

Activités sportives concernant la Rhodésie du Sud

21. Il n'a pas été possible d'arriver à un consensus sur une recommandation concrète au sujet de cette question, mais la majorité des membres du Comité ont appuyé une recommandation tendant à ce que le Conseil de sécurité interdise officiellement, de façon impérative, la participation de ressortissants des Etats Membres - qu'il s'agisse d'équipes ou de particuliers - à des manifestations sportives dans le cadre desquelles les intéressés représentent leur pays si la Rhodésie du Sud y participe, en engageant tous les Etats à interdire à leurs ressortissants de se rendre en Rhodésie du Sud, et à ne pas admettre sur leur territoire de personnes ayant leur résidence habituelle en Rhodésie du Sud, aux fins de participer à de telles activités sportives.

Livraison de matériel militaire à la Rhodésie du Sud

22. Le Comité a constaté qu'à l'origine des violations de l'embargo actuel sur les armes à destination de la Rhodésie du Sud, il y avait, semble-t-il, des transferts légalement sanctionnés, qui changent par la suite de direction, quelque part entre le fournisseur et le pays au bénéfice duquel est censée s'effectuer légalement la transaction. Ce changement de direction est effectué apparemment par des négociants d'armes privés, des intermédiaires de différente nationalité, opérant pour le compte de diverses nations, et qui échappent aux restrictions imposées par les gouvernements grâce à des documents falsifiés, à des expéditions clandestines, etc. Le Comité recommande donc que le Conseil de sécurité demande à tous les Etats :

a) De respecter strictement l'embargo sur les armes à destination de la Rhodésie du Sud, étant entendu que l'on peut considérer que leur responsabilité en la matière ne se limite pas à s'assurer de la légalité des transferts d'armes officiels de gouvernement à gouvernement, de gouvernement à société ou de sociétés à gouvernement;

^{3/} Voir par exemple la résolution 277 (1970) du Conseil de sécurité (par. 6), la résolution 320 (1972) (sixième alinéa du préambule) et la résolution 333 (1973) (quatrième alinéa du préambule).

^{4/} Résolution 326 (1973) du Conseil de sécurité, sixième alinéa du préambule.

b) De revoir leurs dispositions en vigueur en matière de douane, d'enquête et de police, tant celles qui s'appliquent à l'échelon national que celles qui s'appliquent en coopération avec d'autres nations, en prenant note des récentes violations, afin de mettre effectivement un terme au commerce illégal avec la Rhodésie du Sud, par l'intermédiaire de négociants d'armes privés.

Plus précisément, le Comité recommande que le Conseil de sécurité demande à tous les Etats :

c) D'inviter fermement les fournisseurs d'armes, d'équipement militaire et de munitions à faire figurer dans leurs contrats une clause interdisant la réexportation à destination de la Rhodésie du Sud, en rappelant que cette réexportation est contraire aux lois et règlements et que les contrevenants encourrent des peines conformément à ces lois et règlements;

d) D'adopter et d'appliquer des mesures législatives sanctionnant les fournisseurs relevant de leur juridiction qui exportent ou réexportent des armes, de l'équipement militaire et des munitions pour la revente à la Rhodésie du Sud;

e) De veiller à ce que les contrats entre gouvernements, qu'ils soient bilatéraux ou multilatéraux, comportent une clause de non-réexportation, à destination de la Rhodésie du Sud; la violation de cette clause entraînerait pour le contrevenant des mesures effectives d'exécution. On pourrait envisager, entre autres mesures, les suivantes :

- i) Cessation de la fourniture de pièces détachées;
- ii) Interruption des expéditions en cours d'armes, d'équipement militaire et de munitions;
- iii) Interdiction de conclure de nouveaux contrats pour la fourniture d'armes, d'équipement militaire et de munitions.

f) Le Comité estime que des peines rigoureuses devraient être imposées aux chargeurs, dont on sait qu'ils ont tourné ou violé les sanctions contre le régime illégal en Rhodésie du Sud dans la mesure où cela pourrait contribuer aussi à empêcher de telles livraisons illégales à la Rhodésie du Sud. Ces peines pourraient inclure le fait de refuser l'assurance du fret et des services de fret auxdits chargeurs. A cet égard, le Comité recommande au Conseil de sécurité de demander instamment à tous les Etats de réexaminer leurs dispositions législatives et réglementaires concernant les violations des sanctions par les personnes et les sociétés relevant de leur juridiction, en particulier celles qui s'occupent d'assurances, afin que les sanctions prévues pour de telles violations soient proportionnées à leur gravité.

En outre, le Comité recommande que le Conseil de sécurité :

g) Autorise le Comité à travailler en étroite coopération avec le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 421 (1977) concernant la question de l'Afrique du Sud, en soulignant que l'efficacité de ce comité permettra de renforcer considérablement le contrôle qui s'exerce sur l'Afrique du Sud et d'éliminer ce pays en tant que marché pour la réexportation d'armes, d'équipement militaire et de munitions à destination de la Rhodésie du Sud.

Livraison de pétrole et de produits pétroliers à la Rhodésie du Sud

23. Le Comité a toujours souligné l'importance du pétrole et des produits pétroliers pour l'activité économique et sociale du régime illégal, argument dont la validité a été reconnue par le Conseil de sécurité dès 1966 /résolutions 221 (1966), par. 2 et 4, et 232 (1966), par. 2 f)/. La livraison continue de ces produits au régime illégal au cours des années a donc considérablement diminué l'efficacité des sanctions contre le régime. A cet égard, le Comité souhaite appeler l'attention du Conseil de sécurité sur la lettre du Président du Comité publiée sous la cote S/12894, dans laquelle est communiqué au Conseil pour examen le cas de la violation par certaines sociétés pétrolières des sanctions contre la Rhodésie du Sud dans le domaine du pétrole et des produits pétroliers.

24. Etant donné ce qui précède, le Comité recommande que le Conseil de sécurité fasse appel à tous les Etats pour qu'ils observent strictement les sanctions existantes relatives à la livraison de pétrole et de produits pétroliers à la Rhodésie du Sud et, à cet égard, qu'ils réexaminent leur législation concernant les sanctions et les mesures à appliquer à leurs sociétés qui peuvent être impliquées directement ou indirectement dans la vente ou l'exportation de pétrole ou de produits pétroliers à la Rhodésie du Sud, en vue d'enrayer complètement le trafic illégal de ces produits.

25. La majorité des membres du Comité ont également appuyé une recommandation tendant à ce que le Conseil de sécurité fasse appel aux Gouvernements du Royaume-Uni, des Etats-Unis et de la France et à d'autres gouvernements concernés pour qu'ils obtiennent du Gouvernement sud-africain, dans un délai de trois mois, des garanties vérifiables selon lesquelles ni pétrole ni produits pétroliers ne seront exportés d'Afrique du Sud en Rhodésie du Sud et qu'ils transmettent ces garanties au Conseil. Au cas où le Gouvernement sud-africain ne fournirait pas de telles garanties, il est recommandé que le Conseil de sécurité impose sous forme obligatoire un embargo sur les livraisons de pétrole brut et de produits pétroliers à l'Afrique du Sud elle-même.

26. Il a également été proposé de recommander au Conseil de sécurité de décider que tous les Etats qui jusqu'à présent ne l'ont pas fait doivent prendre toutes mesures efficaces contre les sociétés et agences internationales qui fournissent du pétrole et des produits pétroliers au régime illégal de Rhodésie du Sud. Toutefois, un accord n'a pas été réalisé au sein du Comité quant à la présentation d'une recommandation concrète, en ces termes, au sujet de cette question.

Sociétés étrangères exerçant leurs activités en Rhodésie du Sud

27. Le Comité recommande que le Conseil de sécurité invite tous les Etats à exiger des sociétés établies dans leur territoire qui ont des filiales en Rhodésie du Sud de mettre fin à tout rapport existant avec ces filiales qui constitue une violation des sanctions.

ANNEXE

1. Paragraphes 2 et 3 de la résolution 239 (1967) du Conseil de sécurité relative à la question concernant la République démocratique du Congo 1/ :

"Le Conseil de sécurité,

...

2. Condamne tout Etat qui persiste à permettre ou à tolérer le recrutement de mercenaires, ainsi que la fourniture de facilités à ces derniers, en vue de renverser des gouvernements d'Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies;

3. Invite les gouvernements à veiller à ce que leur territoire, et les autres territoires sous leur contrôle, ainsi que leurs ressortissants, ne soient pas utilisés aux fins de la préparation d'actions subversives et du recrutement, de l'entraînement ou du transit de mercenaires en vue de renverser le Gouvernement de la République démocratique du Congo; ..."

2. Paragraphes 3, 4, 5 et 6 de la résolution 405 (1977) du Conseil de sécurité relative à une plainte du Bénin :

"Le Conseil de sécurité,

...

3. Réaffirme sa résolution 239 (1967) du 10 juillet 1967, dans laquelle il a, entre autres dispositions, condamné tout Etat qui persiste à permettre ou à tolérer le recrutement de mercenaires, ainsi que la fourniture de facilités à ces derniers, en vue de renverser des gouvernements d'Etats Membres;

4. Demande à tous les Etats de faire preuve de la plus grande vigilance face au danger posé par les mercenaires internationaux et de veiller à ce que leur territoire et les autres territoires sous leur contrôle, ainsi que leurs ressortissants, ne soient pas utilisés aux fins de la préparation d'actions subversives et du recrutement, de l'instruction ou du transit de mercenaires en vue de renverser le gouvernement de tout Etat Membre;

5. Demande en outre à tous les Etats d'envisager de prendre les mesures voulues pour interdire, en vertu de leurs législations nationales respectives, le recrutement, l'instruction et le transit de mercenaires sur leur territoire et les autres territoires sous leur contrôle;

6. Condamne toutes les formes d'ingérence extérieure dans les affaires intérieures d'Etats Membres, y compris l'utilisation de mercenaires internationaux pour déstabiliser des Etats ou pour violer leur intégrité territoriale, leur souveraineté et leur indépendance; ..."

1/ Dénommé actuellement Zaïre.

3. Paragraphe 2 de l'article 47 du Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949, relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (Protocole I) (A/32/144, Annexe I) adopté le 8 juin 1977 par la Conférence diplomatique sur la réaffirmation et le développement du droit international humanitaire applicable dans les conflits armés :

"2. Le terme 'mercenaire' s'entend de toute personne :

a) Qui est spécialement recrutée dans le pays ou à l'étranger pour combattre dans un conflit armé;

b) Qui, en fait, prend une part directe aux hostilités;

c) Qui prend part aux hostilités essentiellement en vue d'obtenir un avantage personnel et à laquelle est effectivement promise par une partie au conflit ou en son nom une rémunération matérielle nettement supérieure à celle qui est promise ou payée à des combattants ayant un rang et une fonction analogues dans les forces armées de cette partie;

d) Qui n'est ni ressortissant d'une partie au conflit, ni résident du territoire contrôlé par une partie au conflit;

e) Qui n'est pas membre des forces armées d'une partie au conflit;

f) Qui n'a pas été envoyée par un Etat autre qu'une partie au conflit en mission officielle en tant que membre des forces armées dudit Etat."

4. Extrait de la Déclaration de Cotonou adoptée par la Conférence internationale sur le mercenariat, tenue à Cotonou, Bénin, du 9 au 16 janvier 1978 :

...

"Le mercenariat apparaît donc comme un crime conformément à la Convention adoptée en 1977 à Libreville par la Conférence au sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA :

Commet le crime de mercenariat l'individu, groupe ou association, les représentants de l'Etat et l'Etat lui-même qui, dans le but d'opposer la violence armée à un processus d'autodétermination ou à l'intégrité territoriale d'un autre Etat, pratique l'un des actes suivants :

a) Abriter, organiser, financer, fournir, équiper, entraîner, promouvoir, soutenir ou employer de quelque façon que ce soit des forces armées composées en tout ou en partie de personnes qui ne sont pas des nationaux du pays où elles vont opérer pour des gains personnels, matériels ou autres;

b) S'engager, s'engager ou tenter de s'engager dans les forces susmentionnées;

c) Permettre que dans les territoires soumis à sa souveraineté ou dans tout autre lieu sous son contrôle, se développent les activités mentionnées dans l'alinéa a) ou accorder des facilités de transit, transport ou autre opération des forces susmentionnées..."